



# Démographie du placement sous écrou en 2014

*Population sous écrou, population détenue,  
inflation carcérale, déflation carcérale, surpopulation,  
densité, places inoccupées, détenus en surnombre*

Pierre V. TOURNIER

Directeur de recherches  
au CNRS,  
Centre d'histoire sociale  
du XX<sup>e</sup> siècle,  
Université Paris I

## Résumé

Au 1<sup>er</sup> juin 2014, le nombre de personnes sous écrou est de 80 874 personnes sous écrou dont 68 648 sont détenues (France entière). à cette même date, l'administration pénitentiaire dispose de 57 740 places opérationnelles, soit un «surpeuplement apparent» de  $68\,648 - 57\,740 = 10\,908$  places. Mais certains établissements ne sont pas surpeuplés. On compte, dans ces derniers, 3 149 places disponibles. Le nombre de détenus en surnombre est donc de 14 057 ( $10\,908 + 3\,149 = 14\,057$ ). Qu'en sera-t-il demain ?

Au 1<sup>er</sup> juin 2014, l'effectif de la population sous écrou est de **80 874** (France entière) : 17 677 prévenus détenus, 50 971 condamnés détenus (soit 68 648 personnes détenues), 11 048 condamnés placés sous surveillance électronique (PSE) en aménagement de peine, 538 condamnés placés sous surveillance électronique en fin de peine (SEFIP)<sup>1</sup> et 640 condamnés en placement à

l'extérieur, sans hébergement pénitentiaire.<sup>2</sup> Cette distinction, parmi les personnes sous écrou, entre personnes effectivement en détention et personnes non détenues a été introduite dans la statistique pénitentiaire en 2004. Si le placement à l'extérieur a été créé par la loi du 17 juillet 1970, le PSE date seulement de la loi du 19 décembre 1997, les premiers PSE étant mis en application à partir d'octobre 2000<sup>3</sup>.

- (1) Loi pénitentiaire du 24 novembre 2009. Peuvent bénéficier d'une surveillance électronique de fin de peine (SEFIP), les personnes condamnées à une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à 5 ans, à qui il reste moins de 4 mois à exécuter, sous réserve qu'elles consentent à la mesure, que celle-ci soit compatible avec leur personnalité, qu'il n'y ait pas de risque de récidive ou d'impossibilité matérielle de mettre en œuvre le placement.
- (2) *Statistique mensuelle de la population sous écrou*, Direction de l'administration pénitentiaire, bureau PMJ5.
- (3) Au 1<sup>er</sup> juillet 2004, sur un total de 64 813 personnes sous écrou, on compte 63 652 détenus, 815 condamnés sous PSE et 346 condamnés en placement à l'extérieur (sans hébergement pénitentiaire).

Dans les discours sur la situation des prisons, on confond souvent deux concepts pourtant différents : celui d'inflation carcérale et celui de surpopulation. Pour ce qui est de l'inflation – voire de la déflation – il importe, avec le développement du PSE, de préciser si on parle du placement sous écrou, dans son ensemble ou de la seule population détenue. Parler d'inflation carcérale, c'est constater que l'augmentation du nombre de personnes sous écrou – ou détenues – est « très importante »,

c'est-à-dire sans commune mesure avec l'augmentation du nombre d'habitants<sup>4</sup>, et ce, sans référence aux questions de capacité des établissements pénitentiaires. Le concept d'inflation n'a réellement de sens qu'en référence à un intervalle de temps suffisamment long pour que les évolutions ne soient pas simplement conjoncturelles. Depuis 1980, la population sous écrou, n'avait connu, qu'une seule période de déflation, entre 1996 et 2002. Qu'en est-il sur la période récente ?

## 1 Population sous écrou

Pour caractériser l'évolution de la population sous écrou depuis 2007, il faut distinguer six phases (tableau 1).

**Phase 1** - Au cours de l'année 2007, l'inflation carcérale que l'on observe depuis 2002, se poursuit suivant un rythme en hausse puis en baisse (maximum de 10 % au 1<sup>er</sup> septembre 2007 / 1<sup>er</sup> septembre 2006).

**Phase 2** - Du 1<sup>er</sup> janvier 2008 au 1<sup>er</sup> juin 2008, l'inflation connaît un rythme de 6 %.

**Phase 3** - Pendant le deuxième semestre de 2008 et le 1<sup>er</sup> semestre 2009, l'inflation continue mais le rythme baisse de 5,5 % (1<sup>er</sup> juillet 2008 / 1<sup>er</sup> juillet 2007) à 1,1 % (1<sup>er</sup> juin 2009 / 1<sup>er</sup> juin 2008).

**Phase 4** - On assiste à une stabilisation autour de 67 000 – 68 000 personnes sous écrou. Au 1<sup>er</sup> janvier 2011, on compte ainsi 66 975 personnes sous écrou.

**Phase 5** - À partir du début de l'année 2011, on entre, de nouveau, dans une période de forte inflation, selon un rythme qui va en s'accroissant. En un an, la population sous écrou passe ainsi de 66 975 (1<sup>er</sup> janvier 2011) à 73 780 (1<sup>er</sup> janvier 2012), soit un taux de croissance annuel record, pour la période, de 10,2 %.

**Phase 6** - Vers une sortie de l'inflation ? À partir du début de l'année 2012, l'inflation continue mais le rythme baisse de 10,2 % au 1<sup>er</sup> janvier 2012, 4,1 % au 1<sup>er</sup> janvier 2013, 1,4 % au 1<sup>er</sup> janvier 2014, et 0,9 % au 1<sup>er</sup> juin 2014.

2

## 2 Population détenue

Décrire l'évolution de la population détenue depuis 2007 revient aussi à distinguer six phases (tableau 2).

**Phase 1** - Du 1<sup>er</sup> janvier 2007 au 1<sup>er</sup> septembre 2007, le nombre de détenus augmente selon un rythme en hausse. À cette date, le **taux de croissance annuel atteint un niveau record, pour la période, de 8,8 % (1<sup>er</sup> septembre 2007 / 1<sup>er</sup> septembre 2006)**.

**Phase 2** - L'inflation se poursuit mais le rythme baisse.

**Phase 3** - La population détenue se stabilise autour 63 000, au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2009.

**Phase 4** - Puis, nous entrons dans une période de déflation pour 18 mois, la population détenue baissant à un rythme de -2 % puis de -1 % par an. Au 1<sup>er</sup> janvier 2011, le nombre de personnes détenues est de 60 544.

**Phase 5** - On assiste, ensuite, à un renversement de tendance le nombre de détenus augmentant à un rythme qui va en s'accroissant, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2012. À cette date, le taux de croissance annuel atteint 7,0 % au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

**Phase 6** - Vers une sortie de l'inflation ? Depuis, l'inflation se poursuit mais le rythme diminue : quasiment moins de 2 % depuis le 1<sup>er</sup> février 2013, 1 % le 1<sup>er</sup> juin 2014.

○ ○ ○ (4) Pour mémoire : en 2013, la population française a augmenté de 236 000 personnes, soit +0,4 %. L'accroissement de la population a été de 0,5 % en 2012, 2011, 2010 et 2009, 0,6 % en 2008 et 2007, 0,7 % en 2006 (INSEE).

Tableau 1.

Population sous écrou : 2007 – 2014 / taux d'accroissement annuel calculé au 1<sup>er</sup> jour de chaque mois.

| Ecroués             | 1 <sup>er</sup> janvier | 1 <sup>er</sup> février | 1 <sup>er</sup> mars | 1 <sup>er</sup> avril | 1 <sup>er</sup> mai | 1 <sup>er</sup> juin | 1 <sup>er</sup> juillet | 1 <sup>er</sup> août | 1 <sup>er</sup> septembre | 1 <sup>er</sup> octobre | 1 <sup>er</sup> novembre | 1 <sup>er</sup> décembre |
|---------------------|-------------------------|-------------------------|----------------------|-----------------------|---------------------|----------------------|-------------------------|----------------------|---------------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------------|
| 2006                | 59 522                  | 60 634                  | 60 667               | 61 107                | 60 758              | 61 099               | 61 413                  | 58 492               | 57 235                    | 57 876                  | 59 441                   | 61 030                   |
| 2007                | <b>60 403</b>           | 61 525                  | 62 204               | 63 290                | 63 365              | 63 598               | 64 616                  | 64 069               | 63 129                    | 63 500                  | 64 475                   | 65 046                   |
| évolution 2006/2007 | + 1,5 %                 | + 1,5 %                 | + 2,5 %              | + 3,6 %               | + 4,3 %             | + 4,1 %              | + 5,2 %                 | + 9,5 %              | + 10,0 %                  | + 9,7 %                 | + 8,5 %                  | 6,6 %                    |
| 2008                | 64 003                  | 65 200                  | 65 842               | 66 720                | 67 338              | 67 611               | 68 151                  | 67 565               | 66 211                    | 66 712                  | 67 545                   | 67 695                   |
| évolution 2007/2008 | + 6,0 %                 | + 6,0 %                 | + 5,8 %              | + 5,4 %               | + 6,3 %             | + 6,3 %              | + 5,5 %                 | + 5,5 %              | + 4,9 %                   | + 5,1 %                 | + 4,8 %                  | + 4,1 %                  |
| 2009                | 66 178                  | 66 980                  | 67 253               | 68 244                | 68 555              | 68 344               | 68 518                  | 67 494               | 66 240                    | 66 307                  | 66 855                   | 67 393                   |
| évolution 2008/2009 | + 3,9 %                 | + 2,7 %                 | + 2,1 %              | + 2,3 %               | + 1,8 %             | + 1,1 %              | + 0,5 %                 | - 0,1 %              | + 0,0 %                   | - 0,6 %                 | - 1,0 %                  | - 0,4 %                  |
| 2010                | 66 089                  | 66 710                  | 66 901               | 67 757                | 67 851              | 67 981               | 68 659                  | 67 262               | 66 629                    | 66 925                  | 67 165                   | 67 878                   |
| évolution 2009/2010 | - 0,1 %                 | - 0,4 %                 | - 0,5 %              | - 0,7 %               | - 1,0 %             | - 0,5 %              | + 0,2 %                 | - 0,3 %              | + 0,6 %                   | + 0,9 %                 | + 0,5 %                  | + 0,7 %                  |
| 2011                | 66 975                  | 68 864                  | 70 198               | 71 913                | 72 575              | 73 277               | 73 320                  | 72 613               | 71 742                    | 72 326                  | 73 149                   | 74 108                   |
| évolution 2010/2011 | + 1,3 %                 | + 3,2 %                 | + 4,9 %              | + 6,1 %               | + 7,0 %             | + 7,8 %              | + 6,8 %                 | + 8,0 %              | + 7,7 %                   | + 8,1 %                 | + 8,9 %                  | + 9,2 %                  |
| 2012                | 73 780                  | 75 222                  | 76 428               | 77 588                | 77 752              | 77 674               | 78 262                  | 77 485               | 76 074                    | 76 407                  | 77 282                   | 78 082                   |
| évolution 2011/2012 | +10,2 %                 | + 9,2 %                 | + 8,9 %              | + 7,9 %               | + 7,1 %             | + 6,0 %              | + 6,7 %                 | + 6,7 %              | + 6,0 %                   | + 5,6 %                 | + 5,6 %                  | + 5,4 %                  |
| 2013                | 76 798                  | 77 540                  | 78 208               | 78 997                | 79 912              | 80 158               | 80 700                  | 79 767               | 78 314                    | 78 363                  | 78 252                   | 78 884                   |
| évolution 2012/2013 | + 4,1 %                 | + 3,1 %                 | + 2,3 %              | + 1,8 %               | + 2,8 %             | + 3,2 %              | + 3,1 %                 | + 2,9 %              | + 2,9 %                   | + 2,6 %                 | + 1,3 %                  | + 1,0 %                  |
| 2014                | 77 883                  | 78 737                  | 79 521               | 80 740                | <b>81 053</b>       | 80 874               | -                       | -                    | -                         | -                       | -                        | -                        |
| évolution 2013/2014 | + 1,4 %                 | + 1,5 %                 | + 1,7 %              | + 2,2 %               | + 1,4 %             | + 0,9 %              | -                       | -                    | -                         | -                       | -                        | -                        |

Champ : France entière – Source : Pierre V. Tournier / OPALE. 5-1 – Sur la base des données fournies par l'administration pénitentiaire

Tableau 2.

Population détenue : 2007 – 2014 / taux d'accroissement annuel calculé au 1<sup>er</sup> jour de chaque mois.

| Ecroués             | 1 <sup>er</sup> janvier | 1 <sup>er</sup> février | 1 <sup>er</sup> mars | 1 <sup>er</sup> avril | 1 <sup>er</sup> mai | 1 <sup>er</sup> juin | 1 <sup>er</sup> juillet | 1 <sup>er</sup> août | 1 <sup>er</sup> septembre | 1 <sup>er</sup> octobre | 1 <sup>er</sup> novembre | 1 <sup>er</sup> décembre |
|---------------------|-------------------------|-------------------------|----------------------|-----------------------|---------------------|----------------------|-------------------------|----------------------|---------------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------------|
| 2006                | 58 344                  | 59 248                  | 59 167               | 59 453                | 59 035              | 59 303               | 59 488                  | 56 806               | 55 754                    | 56 311                  | 57 612                   | 59 015                   |
| 2007                | <b>58 402</b>           | 59 288                  | 59 892               | 60 771                | 60 698              | 60 870               | 61 810                  | 61 289               | 60 677                    | 61 063                  | 61 763                   | 62 009                   |
| évolution 2006/2007 | + 0,1 %                 | + 0,0 %                 | + 1,2 %              | + 2,2 %               | + 2,8 %             | + 2,6 %              | + 3,9 %                 | + 7,9 %              | + 8,8 %                   | + 8,4 %                 | + 7,2 %                  | + 5,1 %                  |
| 2008                | 61 076                  | 62 094                  | 62 586               | 63 211                | 63 645              | 63 838               | 64 250                  | 63 783               | 62 843                    | 63 185                  | 63 750                   | 63 619                   |
| évolution 2007/2008 | + 4,6 %                 | + 4,7 %                 | + 4,5 %              | + 4,0 %               | + 4,9 %             | + 4,9 %              | + 3,9 %                 | + 4,0 %              | + 3,6 %                   | + 3,5 %                 | + 3,2 %                  | + 2,6 %                  |
| 2009                | 62 252                  | 62 744                  | 62 700               | 63 351                | 63 397              | 63 277               | 63 189                  | 62 420               | 61 787                    | 61 781                  | 62 073                   | 62 181                   |
| évolution 2008/2009 | + 1,9 %                 | + 1,0 %                 | + 0,2 %              | + 0,2 %               | - 0,4 %             | - 0,9 %              | - 1,7 %                 | - 2,0 %              | - 2,2 %                   | - 2,2 %                 | - 2,6 %                  | - 2,3 %                  |
| 2010                | 60 978                  | 61 363                  | 61 353               | 61 706                | 61 604              | 61 656               | 62 113                  | 60 881               | 60 789                    | 61 142                  | 61 428                   | 61 473                   |
| évolution 2009/2010 | - 2,0 %                 | - 2,2 %                 | - 2,1 %              | - 2,6 %               | - 2,8 %             | - 2,6 %              | - 1,7 %                 | - 2,5 %              | - 1,6 %                   | - 1,0 %                 | - 1,0 %                  | - 1,1 %                  |
| 2011                | 60 544                  | 61 771                  | 62 685               | 64 148                | 64 584              | 64 971               | 64 726                  | 64 052               | 63 602                    | 64 147                  | 64 711                   | 65 262                   |
| évolution 2010/2011 | - 0,7 %                 | + 0,7 %                 | + 2,2 %              | + 4,0 %               | + 4,8 %             | + 5,4 %              | + 4,4 %                 | + 5,2 %              | + 4,6 %                   | + 4,9 %                 | + 5,3 %                  | + 6,2 %                  |
| 2012                | 64 787                  | 65 699                  | 66 445               | 67 161                | 67 073              | 66 915               | 67 373                  | 66 748               | 66 126                    | 66 704                  | 67 225                   | 67 674                   |
| évolution 2011/2012 | + 7,0 %                 | + 6,4 %                 | + 6,0 %              | + 4,7 %               | + 3,9 %             | + 3,0 %              | + 4,1 %                 | + 4,2 %              | + 4,0 %                   | + 4,0 %                 | + 3,9 %                  | + 3,7 %                  |
| 2013                | 66 572                  | 66 746                  | 66 995               | 67 493                | 67 839              | 67 977               | 68 569                  | 67 683               | 67 088                    | 67 310                  | 67 050                   | 67 738                   |
| évolution 2012/2013 | + 2,8 %                 | + 1,6 %                 | + 0,8 %              | + 0,5 %               | + 1,1 %             | + 1,6 %              | + 1,8 %                 | + 1,4 %              | + 1,5 %                   | + 0,9 %                 | - 0,3 %                  | + 0,1 %                  |
| 2014                | 67 075                  | 67 820                  | 68 420               | <b>68 859</b>         | 68 645              | 68 648               | -                       | -                    | -                         | -                       | -                        | -                        |
| évolution 2013/2014 | + 0,8 %                 | + 1,6 %                 | + 2,1 %              | + 2,0 %               | + 1,2 %             | + 1,0 %              | -                       | -                    | -                         | -                       | -                        | -                        |

Champ : France entière – Source : Pierre V. Tournier: OPALE. 5-2 – Sur la base des données fournies par l'administration pénitentiaire

# 3 Évolution des flux d'entrées sous écrou et du temps passé sous écrou

Au-delà de ces effectifs à une date donnée (*statistique de stock*), nous publions régulièrement, dans le tableau de bord de l'Observatoire de la privation de liberté et des sanctions et mesures appliquées dans la communauté (OPALE), des données de flux d'entrées sous écrou et un indicateur de la durée moyenne du placement sous écrou.

Nous avons introduit cet indicateur, dans le champ pénal, au début des 1980<sup>5</sup>. Il est calculé à partir de la formule fondamentale en analyse démographique :  $P = E \times d$ ,

- $P$  est l'effectif moyen de la population au cours de l'année (donnée de stock);
- $E$  est le nombre d'entrées dans la population sur une année (donnée de flux);
- $d$  est le temps moyen passé dans la population, exprimé en année; dit d'une autre manière, c'est l'espérance de vie dans la population, au moment de l'entrée.

Cette formule correspond à un modèle d'évolution théorique bien particulier, le modèle dit de la population stationnaire. Il repose sur deux hypothèses: le nombre d'entrées annuelles dans la population est constant, d'une année sur l'autre, et le calendrier des sorties est identique pour toutes les cohortes d'entrées (*rythme de sortie identique*). Dans ce modèle, l'effectif de la population est donc constant. Ces hypothèses ne sont, en général, vérifiées ni pour la population sous écrou, ni pour la population détenue. Et pour cause! Ainsi les durées moyennes que l'on peut calculer à partir des données de stock et des données de flux d'entrées ( $d = P/E$ ) est un simple indicateur dont seule l'évolution sur plusieurs années a un sens. Ce n'est aucunement un outil d'analyse de conjoncture.

En 2013, l'administration pénitentiaire a enregistré 89 290 entrées sous écrou ( $E$ ). Au cours de cette année, la population moyenne sous écrou a été de 78 824 ( $P$ ), cette moyenne étant obtenue en faisant la moyenne arithmétique des effectifs au premier jour de chaque mois. Ce qui donne un indicateur de la durée moyenne du placement sous écrou de 10,6 mois (*tableau 3*). En 2001, cet indicateur était de 8,6 mois. Il a donc augmenté de 23 %.

Entre 2007 et 2012, la population moyenne sous écrou passe d'environ 63 300 à 77 000. La première cause d'une telle inflation se trouve du côté de la durée moyenne de temps passé sous écrou qui ne cesse d'augmenter sur la période: de 8,4 mois en 2007 à 10,2 mois en 2012, un record historique. On peut, bien évidemment y voir, l'influence de l'application de la loi du 10 août 2007 sur les peines plancher.

Quant à l'évolution des entrées, on ne peut que s'interroger sur la rupture entre 2010 et 2011: après trois ans de baisse des entrées sous écrou, celles-ci passent d'environ 82 700 à 88 000, puis 91 000 en 2012. Peut-on y voir les effets de l'affaire dite de Pornic et de son traitement médiatique, politique et judiciaire? Rappelons les faits: en janvier 2011, la jeune Laëticia Perrais est tuée, son corps sera retrouvé mutilé; Tony Meilhon est rapidement mis en cause. Son casier judiciaire est chargé et, au moment des faits, il aurait dû être suivi dans le cadre d'une mise à l'épreuve par le service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) de Nantes. Mais il ne l'était pas, le service, débordé, n'avait pas considéré son dossier comme prioritaire.

Le président de la République, avant toute enquête, réclamera des sanctions contre magistrats, fonctionnaires pénitentiaires et fonctionnaires de

○○○ (5) Pour plus de détails sur ce genre de calcul démographique voir TOURNIER P.V., *Contribution à la connaissance de la population des personnes incarcérées en France (1968-1980) - analyse démographique*, thèse de 3<sup>e</sup> cycle publiée par le ministère de la Justice, Centre national d'études et de recherches pénitentiaires (CNERP), 1981, 342 p. ou BARRÉ M-D, TOURNIER P.V., coll. Leconte B., «La mesure du temps carcéral, observation suivie d'une cohorte d'entrants», Paris, CESDIP, *Déviance & Contrôle social*, n°48, 1988, 199 p.

police. Différentes missions seront mises en place et le débat public sera relancé sur la question de la mise à exécution des peines privatives de liberté, des conditions d'application des peines en milieu ouvert, des aménagements et de la récidive. Pour nombre de raisons, un tel climat a pu favoriser le recours à la détention : recours accru à la détention provisoire, préférée au contrôle judiciaire, limitation, par précaution, des aménagements, *ab initio*, des courtes peines, mise à exécution accélérée des peines fermes, « en attente », prononcées à l'encontre d'un prévenu libre à l'audience...

En 2013, le nombre d'entrées sous écou baisse légèrement : 89 290 contre 90 962 l'année précédente, soit - 1,8 %, la durée moyenne du placement sous écou continuant d'augmenter.

À notre connaissance, l'administration pénitentiaire n'a pas les moyens de calculer, en toute rigueur, le même type d'indicateur ni pour la durée moyenne de détention dans son ensemble, ni pour la seule durée moyenne de détention provisoire. Mais des valeurs approximatives peuvent être estimées. Encore faut-il ne pas tout confondre comme c'est souvent le cas en la matière<sup>6</sup>.

Tableau 3.

**Population sous écou : entrées sous écou annuelles, population moyenne et durée moyenne du placement sous écou : 2001-2013 .**

|                                           | 2001     | 2002     | 2003     | 2004     | 2005     | 2006     | 2007     | 2008     | 2009     | 2010     | 2011     | 2012      | 2013      |
|-------------------------------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|-----------|-----------|
| Entrées sous écou annuelles (E)           | 67 308   | 81 533   | 81 905   | 84 710   | 85 542   | 86 594   | 90 270   | 89 054   | 84 355   | 82 725   | 88 058   | 90 962    | 89 290    |
| Population moyenne sous écou (P) (i)      | 48 312   | 53 510   | 58 574   | 60 905   | 59 791   | 59 938   | 63 268   | 66 716   | 67 362   | 67 317   | 71 755   | 76 962    | 78 824    |
| Durée moyenne sous écou (d, en mois) (ii) | 8,6 mois | 7,9 mois | 8,6 mois | 8,6 mois | 8,4 mois | 8,3 mois | 8,4 mois | 9,0 mois | 9,6 mois | 9,8 mois | 9,8 mois | 10,2 mois | 10,6 mois |

(i) Moyenne sur les effectifs au 1<sup>er</sup> jour de chaque mois – (ii) Indicateur (d) calculé à partir de la formule  $P = E \times d$ , où P est l'effectif moyen au cours de l'année et E le nombre de mises sous écou dans l'année.

Champ : France entière – Source : Pierre V. Tournier / OPALE. 18-1 – Sur la base des données fournies par l'administration pénitentiaire

## Évolution des flux d'entrées en détention et du temps moyen passé en détention

4

En 2013, 23 147 aménagements de peines sous PSE ont été prononcés<sup>7</sup>. Dans le calcul qui suit on fait l'hypothèse simplificatrice que 100 % de ces PSE sont *ab initio* et l'on considère comme négligeable le nombre de placements à l'extérieur, *ab initio*, sans hébergement pénitentiaire.

Estimation du nombre d'entrées en détention en 2013 :  
89 290 - 23 147 = 66 143

Population moyenne détenue en 2013 : 67 421

Estimation de la durée moyenne de détention en 2013 : 12,2 mois (tableau 4).

○ ○ ○ (6) Voir TOURNIER P.V., « Comment en arrive-t-on à surestimer la durée moyenne de détention de +45 % dans un rapport du Sénat ? Durée de temps passé sous écou, durée de détention, durée de détention provisoire », *Arpenter le Champ pénal*, n° 305, 21 janvier 2013, 4 p.

(7) Les Chiffres clés de l'administration pénitentiaire au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

On notera que la durée moyenne de détention est restée voisine de 8,6 mois de 2001 à 2006, pour ne cesser d'augmenter à partir de 2007. La durée pour 2013 a ainsi augmenté de 42 % par

rapport à 2006. Cette évolution est, évidemment, à rapprocher de la loi du 10 août 2007 introduisant les peines « plancher » pour les récidivistes.

Tableau 4

**Population détenue, entrées en détention annuelles, population moyenne et durée moyenne de détention : 2001-2013.**

|                                                   | 2001     | 2002     | 2003     | 2004     | 2005     | 2006     | 2007     | 2008     | 2009      | 2010      | 2011      | 2012      | 2013      |
|---------------------------------------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Entrées sous écrou annuelles (E)                  | 67 308   | 81 533   | 81 905   | 84 710   | 85 542   | 86 594   | 90 270   | 89 054   | 84 355    | 82 725    | 88 058    | 90 962    | 89 290    |
| Aménagements de peine sous PSE prononcés          | 130      | 359      | 948      | 2 915    | 3 575    | 5 562    | 7 900    | 11 259   | 13 994    | 16 797    | 20 082    | 23 996    | 23 147    |
| Entrées en détention (approximation)              | 67 178   | 81 174   | 80 957   | 81 795   | 81 967   | 81 032   | 82 370   | 77 795   | 70 361    | 66 928    | 67 976    | 66 966    | 66 143    |
| Population moyenne sous écrou (P) (i)             | 48 312   | 53 510   | 58 574   | 60 905   | 59 791   | 59 938   | 63 268   | 66 716   | 67 362    | 67 317    | 71 755    | 76 962    | 78 824    |
| Population moyenne sous écrou non détenue (ii)    | 17       | 56       | 197      | 506      | 790      | 1 589    | 2 557    | 3 559    | 4 770     | 5 943     | 7 988     | 10 175    | 11 403    |
| Population moyenne détenue                        | 48 295   | 53 454   | 58 377   | 60 399   | 59 001   | 58 349   | 60 711   | 63 157   | 62 592    | 61 374    | 63 767    | 66 787    | 67 421    |
| Estimation de la durée moyenne de détention (iii) | 8,6 mois | 7,9 mois | 8,7 mois | 8,7 mois | 8,6 mois | 8,6 mois | 8,8 mois | 9,7 mois | 10,7 mois | 11,2 mois | 11,3 mois | 12,0 mois | 12,2 mois |

(i) Moyenne sur les effectifs au 1<sup>er</sup> jour de chaque mois – (ii) Moyenne des effectifs en début et en fin d'année calculée sur les seuls PSE – (iii) Indicateur (d) calculé à partir de la formule  $P = E \times d$  (où P est l'effectif moyen au cours de l'année et E le nombre d'entrées en détention dans l'année).

Champ : France entière

Sur la base des données fournies par l'administration pénitentiaire

Source : Pierre V. Tournier / OPALE. 18-2

## 5 Évolution des flux d'entrées en détention provisoire et du temps moyen passé en détention provisoire

En 2013, 46 998 entrées de prévenus ont été enregistrées par l'administration pénitentiaire. Dans le calcul qui suit, on considère comme négligeable le nombre d'entrées dans la population des prévenus en cours de placement sous écrou. Une personne est placée sous écrou sur extrait de jugement pour exécuter sa peine. Puis en cours d'exécution, elle fait l'objet d'un mandat de dépôt dans une deuxième affaire. Lorsque la peine dans la première affaire sera exécutée, la personne restera sous

écrou pour la deuxième affaire. Elle passera ainsi de la population de condamnés à la population de prévenus. On ne connaît pas le nombre d'entrées de ce type dans la population de prévenus.

Population moyenne de prévenus en 2013 : 16 886. Estimation de la durée moyenne de détention provisoire en 2013 : 4,3 mois (tableau 5).

On notera que la durée moyenne de détention provisoire a augmenté de 16 % de 2008 à 2013.

Tableau 5

Population de prévenus, entrées en détention provisoire, population moyenne et durée moyenne de détention provisoire : 2001-2013.

|                                                             | 2001     | 2002     | 2003     | 2004     | 2005     | 2006     | 2007     | 2008     | 2009     | 2010     | 2011     | 2012     | 2013     |
|-------------------------------------------------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Entrées de prévenus information                             | 21 701   | 27 194   | 30 732   | 30 836   | 30 997   | 29 156   | 28 644   | 27 884   | 25 976   | 26 095   | 25 883   | 25 523   | 25 748   |
| Entrées de prévenus comparutions immédiates                 | 26 651   | 31 511   | 28 616   | 27 755   | 29 951   | 27 596   | 26 937   | 24 231   | 22 085   | 21 310   | 21 432   | 21 133   | 21 250   |
| Total des entrées de prévenus                               | 48 352   | 58 705   | 59 348   | 58 591   | 60 948   | 56 752   | 55 581   | 52 115   | 48 061   | 47 405   | 47 315   | 46 656   | 46 998   |
| Population moyenne de prévenus (i)                          | 16 124   | 18 488   | 21 300   | 20 941   | 19 933   | 17 804   | 17 103   | 16 003   | 15 774   | 16 506   | 16 506   | 16 697   | 16 886   |
| Estimation de la durée moyenne de détention provisoire (ii) | 4,0 mois | 3,8 mois | 4,3 mois | 4,3 mois | 3,9 mois | 3,8 mois | 3,7 mois | 3,7 mois | 3,9 mois | 4,2 mois | 4,2 mois | 4,3 mois | 4,3 mois |

(i) Moyenne des effectifs en début et en fin d'année (sauf pour 2001 : effectif en fin d'année) – (ii) Indicateur (d) calculé à partir de la formule  $P = E \times d$  (où  $P$  est l'effectif moyen au cours de l'année et  $E$  le nombre d'entrées en détention dans l'année – (iii) Moyenne sur les effectifs au 1<sup>er</sup> jour de chaque mois.

Champ : France entière

Source : Pierre V. Tournier / OPALE. 18-3

## Surpopulation des établissements pénitentiaires et densité carcérale

6

Contrairement à l'inflation, le concept de « surpopulation carcérale » se réfère à la situation à une date  $t$  donnée. Il ne concerne que la population effectivement détenue et décrit l'inadéquation, à un instant  $t$ , entre le nombre de détenus et la capacité « d'accueil » des établissements pénitentiaires.

La surpopulation est traditionnellement évaluée par ce que nous avons appelé la « densité carcérale ». Appelé aussi taux d'occupation - terme ambigu s'il en est car cela peut faire penser à un taux d'activité, la densité carcérale se calcule en rapportant le nombre de détenus à la date  $t$ , à la capacité opérationnelle des établissements pénitentiaires. Généralement exprimée pour 100, la densité est un indice d'état (dit de « stock »).

Au 1<sup>er</sup> juin 2014, l'administration pénitentiaire dispose d'une capacité opérationnelle, pour la France entière, de 57 740 places pour un nombre de détenus de 68 648. Ce qui donne une densité globale  $68\,648 / 57\,740 = 119$  détenus pour 100 places.

Mais l'évaluation de la densité carcérale, au niveau global d'un État, n'a qu'un sens limité. Une situation globalement satisfaisante, si l'on peut dire (densité = 100), peut, en fait, recouvrir des

situations explosives dans tel ou tel établissement masquées par l'existence d'établissements sous-utilisés (inadéquation du parc pénitentiaire aux besoins locaux). Regardons l'exemple d'école suivant (tableau 6).

Le calcul de la densité moyenne, obtenue en faisant la moyenne arithmétique des densités par établissement, donne sur cet exemple, une densité de 111 p. 100. Le diagnostic est ainsi déjà moins optimiste que celui donné par la densité globale de 100 (calculée en rapportant le nombre total de détenus au nombre total de places).

|            | Nombre de détenus | Nombre de places | Densité p. 100 |
|------------|-------------------|------------------|----------------|
| Prison n°1 | 460               | 500              | 92             |
| Prison n°2 | 120               | 80               | 150            |
| Prison n°3 | 500               | 450              | 111            |
| Prison n°4 | 700               | 750              | 93             |
| Ensemble   | 1780              | 1 780            | 100            |

Plus généralement, une densité globale inférieure ou égale à 100 et une densité supérieure strictement à 100 ne donnent pas lieu à des interprétations duales. Si la densité est strictement supérieure à 100,



c'est qu'il y a au moins un établissement surpeuplé, voire plus. De toute évidence, la situation n'est pas satisfaisante. En revanche, si la densité globale est inférieure ou égale à 100, il se peut qu'il y ait des établissements surpeuplés. On ne peut

pas alors se satisfaire de cette information. Il faut en savoir plus et étudier la situation de chaque établissement, voire de chaque quartier pour les centres pénitentiaires.

## 7 Nombre de détenus en surnombre

Il y a plus de cinq ans, nous avons introduit un nouvel indice de la surpopulation, le « nombre de détenus en surnombre ». Sa définition, comme son calcul, ne sont pas toujours compris. Considérons deux établissements pénitentiaires A et B. À la date *t*, A dispose de 100 places opérationnelles et B de 150 places, soit un total de 250 places.

**1<sup>er</sup> cas** - A reçoit 120 détenus et B 180 détenus. Globalement, il y a 300 détenus pour 250 places, soit un écart de 50. Il y a 20 détenus en surnombre dans A et 30 détenus en surnombre dans B ( $20 + 30 = 50$ ). Le nombre total de détenus en surnombre correspond bien à l'écart positif entre le nombre total de détenus et le nombre total de places.

**2<sup>ème</sup> cas** - A reçoit 80 détenus et B 110 détenus. Globalement, il y a 190 détenus pour 250 places, soit un écart de -60. Il y a 20 places libres dans A et 40 places libres dans B ( $20 + 40 = 60$ ). Le nombre total de places libres correspond bien à l'écart (négatif) entre le nombre total de détenus et le nombre total de places.

**3<sup>ème</sup> cas** - A reçoit 80 détenus et B 180 détenus. Globalement, il y a 260 détenus pour 250 places, soit un écart de +10 (ce que nous appelons la « surpopulation apparente »). En réalité, il y a 20 places libres dans A et 30 détenus en surnombre dans B. Soit un nombre global de détenus en surnombre de 30. L'écart, positif, entre le nombre total de détenus et le nombre total de places indique bien un état de surpopulation, mais ne mesure pas le nombre de détenus en surnombre :

Détenus en surnombre = surpopulation apparente + nombre de places libres ( $30 = 10 + 20$ ).

**4<sup>ème</sup> cas** - A reçoit 110 détenus et B 120 détenus. Globalement, il y a 230 détenus pour 250 places, soit un écart de -20 (*sous-population apparente*). En réalité, il y a 10 détenus en surnombre dans A et 30 places libres dans B. Soit un nombre global de détenus en surnombre de 10. L'écart, négatif, entre le nombre total de détenus et le nombre total de places indique simplement que tous les établissements ne sont pas surpeuplés :

Détenus en surnombre = surpopulation apparente + nombre de places libres ( $10 = -20 + 30$ )

Les données du *tableau 7* permettent de suivre l'évolution, depuis 2007, du nombre de places opérationnelles, de la population détenue, de la surpopulation apparente, du nombre de places inoccupées et du nombre de détenus en surnombre chaque mois de janvier 2007 à juin 2014.

**Tableau 7. (suite) - Détenus en surnombre : évolution 2007 - 2014.**

|                                       | Nombre annuel moyen de détenus en surnombre |
|---------------------------------------|---------------------------------------------|
| <b>2007</b>                           | 11 617                                      |
| <b>2008</b>                           | 13 604                                      |
| <b>2009</b>                           | 11 934                                      |
| <b>2010</b>                           | 9 276                                       |
| <b>2011</b>                           | 10 637                                      |
| <b>2012</b>                           | 12 339                                      |
| <b>2013</b>                           | 12 910                                      |
| <b>2014 (1<sup>er</sup> semestre)</b> | 13 633                                      |

Sur la base des données fournies par l'administration pénitentiaire

Champ : France entière

Source : Pierre V. Tournier / OPALE. 11



Tableau 7.

Détenus en surnombre : évolution 2007 - 2014.

|      |                            | 1 <sup>er</sup><br>janvier | 1 <sup>er</sup><br>février | 1 <sup>er</sup><br>mars | 1 <sup>er</sup><br>avril | 1 <sup>er</sup><br>mai | 1 <sup>er</sup><br>juin | 1 <sup>er</sup><br>juillet | 1 <sup>er</sup><br>août | 1 <sup>er</sup><br>sept-<br>embre | 1 <sup>er</sup><br>octobre | 1 <sup>er</sup><br>novem-<br>bre | 1 <sup>er</sup><br>décem-<br>bre |
|------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|-------------------------|--------------------------|------------------------|-------------------------|----------------------------|-------------------------|-----------------------------------|----------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| 2007 | Places<br>opérationnelles  | 50 588                     | 50 588                     | 50 393                  | 50 300                   | 50 207                 | 50 329                  | 50 557                     | 50 637                  | 50 731                            | 50 714                     | 50 727                           | 50 705                           |
|      | Détenus                    | 58 402                     | 59 288                     | 59 892                  | 60 771                   | 60 698                 | 60 870                  | 61 810                     | 61 289                  | 60 677                            | 61 063                     | 61 763                           | 62 009                           |
|      | Surpopulation<br>apparente | 7 814                      | 8 700                      | 9 499                   | 10 471                   | 10 491                 | 10 541                  | 11 253                     | 10 652                  | 9 946                             | 10 349                     | 11 036                           | 11 304                           |
|      | Places<br>inoccupées       | 1 966                      | 1 713                      | 1 548                   | 1 118                    | 1 243                  | 1 275                   | 1 342                      | 1 351                   | 1 645                             | 1 564                      | 1 277                            | 1 301                            |
|      | Détenus en<br>surnombre    | 9 780                      | 10 413                     | 11 047                  | 11 589                   | 11 734                 | 11 816                  | 12 595                     | 12 003                  | 11 591                            | 11 913                     | 12 313                           | 12 605                           |
| 2008 | Places<br>opérationnelles  | 50 693                     | 50 713                     | 50 737                  | 50 631                   | 50 746                 | 50 807                  | 50 806                     | 50 835                  | 50 881                            | 50 936                     | 50 989                           | 50 963                           |
|      | Détenus                    | 61 076                     | 62 094                     | 62 586                  | 63 211                   | 63 645                 | 63 838                  | 64 250                     | 63 783                  | 62 843                            | 63 185                     | 63 750                           | 63 619                           |
|      | Surpopulation<br>apparente | 10 383                     | 11 381                     | 11 849                  | 12 580                   | 12 899                 | 13 031                  | 13 444                     | 12 948                  | 11 962                            | 12 249                     | 12 761                           | 12 656                           |
|      | Places<br>inoccupées       | 1 565                      | 1 432                      | 1 147                   | 1 289                    | 1 225                  | 1 206                   | 1 145                      | 1 121                   | 1 150                             | 1 265                      | 1 261                            | 1 301                            |
|      | Détenus en<br>surnombre    | 11 948                     | 12 813                     | 12 996                  | 13 869                   | 14 124                 | 14 237                  | 14 589                     | 14 069                  | 13 112                            | 13 514                     | 14 022                           | 13 957                           |
| 2009 | Places<br>opérationnelles  | 51 997                     | 52 589                     | 52 535                  | 52 741                   | 52 544                 | 53 024                  | 53 441                     | 53 323                  | 53 351                            | 53 764                     | 54 285                           | 54 974                           |
|      | Détenus                    | 62 252                     | 62 744                     | 62 700                  | 63 351                   | 63 397                 | 63 277                  | 63 189                     | 62 420                  | 61 787                            | 61 781                     | 62 073                           | 62 181                           |
|      | Surpopulation<br>apparente | 10 255                     | 10 155                     | 10 165                  | 10 161                   | 10 853                 | 10 253                  | 9 748                      | 9 097                   | 8 436                             | 8 017                      | 7 788                            | 7 207                            |
|      | Places<br>inoccupées       | 2 414                      | 2 499                      | 2 578                   | 2 488                    | 2 150                  | 2 258                   | 2 397                      | 2 314                   | 1 999                             | 2 761                      | 3 141                            | 3 621                            |
|      | Détenus en<br>surnombre    | 12 669                     | 12 654                     | 12 743                  | 13 098                   | 13 003                 | 12 511                  | 12 145                     | 11 411                  | 10 435                            | 10 778                     | 10 929                           | 10 828                           |
| 2010 | Places<br>opérationnelles  | 54 988                     | 55 293                     | 55 932                  | 56 324                   | 56 779                 | 56 793                  | 56 419                     | 56 428                  | 56 428                            | 56 426                     | 56 455                           | 56 463                           |
|      | Détenus                    | 60 978                     | 61 363                     | 61 353                  | 61 706                   | 61 604                 | 61 656                  | 62 113                     | 60 881                  | 60 789                            | 61 142                     | 61 428                           | 61 473                           |
|      | Surpopulation<br>apparente | 5 990                      | 6 070                      | 5 421                   | 5 382                    | 4 825                  | 4 863                   | 5 694                      | 4 453                   | 4 361                             | 4 716                      | 4 973                            | 5 010                            |
|      | Places<br>inoccupées       | 3 663                      | 3 504                      | 3 984                   | 3 913                    | 4 668                  | 4 584                   | 4 153                      | 4 378                   | 4 336                             | 4 236                      | 4 132                            | 4 002                            |
|      | Détenus en<br>surnombre    | 9 653                      | 9 574                      | 9 405                   | 9 295                    | 9 493                  | 9 447                   | 9 847                      | 8 831                   | 8 697                             | 8 952                      | 9 105                            | 9 012                            |
| 2011 | Places<br>opérationnelles  | 56 358                     | 56 454                     | 56 518                  | 56 150                   | 56 150                 | 56 109                  | 56 081                     | 56 506                  | 56 556                            | 56 562                     | 57 268                           | 57 255                           |
|      | Détenus                    | 60 544                     | 61 771                     | 62 685                  | 64 148                   | 64 584                 | 64 971                  | 64 726                     | 64 052                  | 63 602                            | 64 147                     | 64 711                           | 65 262                           |
|      | Surpopulation<br>apparente | 4 186                      | 5 317                      | 6 167                   | 7 998                    | 8 434                  | 8 862                   | 8 645                      | 7 546                   | 7 046                             | 7 585                      | 7 443                            | 8 007                            |
|      | Places<br>inoccupées       | 4 713                      | 3 882                      | 3 897                   | 3 186                    | 2824                   | 2 691                   | 2 540                      | 3 238                   | 2 804                             | 3 211                      | 3 839                            | 3 584                            |
|      | Détenus en<br>surnombre    | 8 899                      | 9 199                      | 10 064                  | 11 184                   | 11 258                 | 11 553                  | 11 185                     | 10 784                  | 9 850                             | 10 796                     | 11 282                           | 11 591                           |
| 2012 | Places<br>opérationnelles  | 57 236                     | 57 213                     | 57 213                  | 57 243                   | 57 170                 | 57 127                  | 57 408                     | 57 405                  | 57 385                            | 56 991                     | 56 933                           | 56 953                           |
|      | Détenus                    | 64 787                     | 65 699                     | 66 445                  | 67 161                   | 67 073                 | 66 915                  | 67 373                     | 66 748                  | 66 126                            | 66 704                     | 67 225                           | 67 674                           |
|      | Surpopulation<br>apparente | 7 551                      | 8 486                      | 9 232                   | 9 918                    | 9 903                  | 9 788                   | 9 965                      | 9 343                   | 8 741                             | 9 713                      | 10 292                           | 10 721                           |
|      | Places<br>inoccupées       | 3 700                      | 3 219                      | 3 146                   | 2 767                    | 2 697                  | 2 742                   | 2 895                      | 2 887                   | 2 940                             | 2 652                      | 2 397                            | 2 286                            |
|      | Détenus en<br>surnombre    | 11 251                     | 11 705                     | 12 378                  | <b>12 685</b>            | 12 600                 | <b>12 530</b>           | 12 950                     | 12 230                  | 11 681                            | 12 365                     | 12 689                           | 13 007                           |
| 2013 | Places<br>opérationnelles  | 56 992                     | 57 030                     | 56 920                  | 56 975                   | 57 235                 | 57 325                  | 57 320                     | 57 238                  | 57 473                            | 57 435                     | 57 390                           | 57 447                           |
|      | Détenus                    | 66 572                     | 66 746                     | 66 995                  | 67 493                   | 67 839                 | 67 977                  | 68 569                     | 67 683                  | 67 088                            | 67 310                     | 67 050                           | 67 738                           |
|      | Surpopulation<br>apparente | 9 580                      | 9 716                      | 10 705                  | 10 518                   | 10 614                 | 10 652                  | 11 249                     | 10 445                  | 9 615                             | 9 875                      | 9 660                            | 10 291                           |
|      | Places<br>inoccupées       | 2 614                      | 2 634                      | 2 541                   | 25 97                    | 2 530                  | 2 810                   | 2 618                      | 2 636                   | 2 879                             | 3 012                      | 2 902                            | 2 854                            |
|      | Détenus en<br>surnombre    | 12 194                     | 12 350                     | 12 616                  | 13 115                   | 13 134                 | 13 462                  | 13 867                     | 13 081                  | 12 494                            | 12 887                     | 12 562                           | 13 145                           |
| 2014 | Places<br>opérationnelles  | 57 516                     | 57 490                     | 57 552                  | 57 680                   | 57 631                 | 57 740                  | -                          | -                       | -                                 | -                          | -                                | -                                |
|      | Détenus                    | 67 075                     | 67 820                     | 68 420                  | 68 859                   | 68 645                 | 68 648                  | -                          | -                       | -                                 | -                          | -                                | -                                |
|      | Surpopulation<br>apparente | 9 559                      | 10 330                     | 10 868                  | 11 179                   | 11 014                 | 10 908                  | -                          | -                       | -                                 | -                          | -                                | -                                |
|      | Places<br>inoccupées       | 3 060                      | 3006                       | 2 959                   | 2 962                    | 2 806                  | 3 149                   | -                          | -                       | -                                 | -                          | -                                | -                                |
|      | Détenus en<br>surnombre    | 12 619                     | 13 336                     | 13 827                  | <b>14 141</b>            | 13 820                 | 14 057                  | -                          | -                       | -                                 | -                          | -                                | -                                |

## 8 Situation au 1<sup>er</sup> juin 2014

Au 1<sup>er</sup> juin 2014 (France entière), le nombre de personnes détenues est de 68 648 pour un nombre de places opérationnelles de 57 740, soit un surpeuplement apparent de  $68\,648 - 57\,740 = 10\,908$ . Mais on compte 3 149 places disponibles. Le nombre de détenus en surnombre est donc de 14 057 ( $10\,908 + 3\,149 = 14\,057$ ).

Nous laissons le soin au lecteur d'examiner les variations entre la métropole et l'outre-mer et entre les différents types d'établissement – ou quartiers

des centres pénitentiaires (*tableau 8*) : maisons d'arrêt (MA) et établissements pour peines (centres pour peines aménagées – CPA-), centres de semi-liberté autonomes – CSL -, établissements pour mineurs – EPM -, centres de détention – CD - et maisons centrales – MC -. Contrairement à ce que l'on affirme souvent, la surpopulation ne concerne pas uniquement les maisons d'arrêt – ou quartiers « maison d'arrêt » des centres pénitentiaires.

Tableau 8

### La surpopulation des établissements pénitentiaires : situation au 1<sup>er</sup> juin 2014.

*Surpopulation apparente = Nb de détenus - Nb de places opérationnelles*  
*Nb de détenus en surnombre = Nb de détenus - [Nb de places opérationnelles - Nb de places inoccupées] = Nb de détenus - Nb de places opérationnelles + Nb de places inoccupées = [Nb de détenus - Nb de places opérationnelles] + Nb de places inoccupées = Surpopulation apparente + Nb de places inoccupées.*  
*D'où : Nb de détenus en surnombre = Surpopulation apparente + Nb de places inoccupées.*

|                                    | France Entière |                     |                          | Métropole |                     |                          | Outre-Mer |                 |                          |
|------------------------------------|----------------|---------------------|--------------------------|-----------|---------------------|--------------------------|-----------|-----------------|--------------------------|
|                                    | Ensemble       | Maisons d'arrêt (i) | Etablissement pour peine | Ensemble  | Maisons d'arrêt (i) | Etablissement pour peine | Ensemble  | Maisons d'arrêt | Etablissement pour peine |
| Places opérationnelles             | 57 740         | 33 980              | 23 760                   | 53 963    | 31 940              | 22 023                   | 3 777     | 2 040           | 1 737                    |
| Détenus                            | 68 648         | 46 981              | 21 667                   | 64 059    | 44 362              | 19 697                   | 4 589     | 2 619           | 1 970                    |
| Surpopulation apparente            | 10 908         | 13 001              | -2 039                   | 10 096    | 12 442              | -2 326                   | 812       | 579             | 233                      |
| Places inoccupées                  | 3 149          | 627                 | 2 522                    | 2 985     | 512                 | 2 473                    | 164       | 115             | 49                       |
| Détenus en surnombre               | 14 057         | 13 628              | 429                      | 13 081    | 12 934              | 147                      | 976       | 694             | 282                      |
| % de détenus en surnombre / places | 24,3%          | 40,1%               | 1,8%                     | 24,2%     | 40,5%               | 0,7%                     | 25,8%     | 34,0%           | 16,2%                    |

(i) et CSL non autonomes  
 Champ : France entière

Sur la base des données fournies par l'administration pénitentiaire  
 Source : Pierre V. Tournier / OPALE 9.

## 9 Situation au 1<sup>er</sup> juin 2014

Les choses n'ont guère changé en un an<sup>8</sup>.

Le 6 mars 2009, lors du débat au Sénat sur la loi pénitentiaire, la Garde des Sceaux, Mme Rachida DATI, donnait les indications suivantes sur ce que devrait être l'état du parc pénitentiaire en fin de réalisation du « programme 13 200 » :

« le Gouvernement souhaite indiquer très clairement à la représentation nationale que notre parc immobilier ne nous permet pas aujourd'hui – il ne le permettra pas davantage demain – de mettre en œuvre le dispositif actuellement proposé dans le texte issu des travaux de la commission. Il faut

- (8) Tournier P.V., « Démographie du placement sous écrou en 2013. Population sous écrou, population détenue, inflation vs déflation carcérale, surpopulation, densité, places inoccupées, détenus en surnombre », in Rapport 2013 de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP), Chapitre « Réponses pénales ».

[http://www.inhesj.fr/sites/default/files/files/ondrp\\_ra2013/demographie\\_placement\\_sous\\_ecrou\\_cr.pdf](http://www.inhesj.fr/sites/default/files/files/ondrp_ra2013/demographie_placement_sous_ecrou_cr.pdf)

être très clair. En effet, en 2012, les 64 000 places seront réparties entre 45 500 cellules individuelles et 8 500 cellules collectives. Ces chiffres montrent à quel point la marge de manœuvre est réduite. À cet égard, le dispositif prévu par la commission paraît des plus difficiles à mettre en œuvre de manière effective, je tiens à le dire». La Garde des Sceaux contestait ainsi le choix assumé par la majorité du Sénat du principe de l'encellulement individuel. Malgré l'opposition de la nouvelle garde des Sceaux, Mme Michèle ALLIOT-MARIE, ce principe sera entériné dans le texte adopté définitivement par le Parlement, mais son application repoussée à plus tard (novembre 2014, selon l'article 100 de la loi pénitentiaire).

Cet engagement, concernant l'encellulement individuel sera-t-il tenu? Combien de places opérationnelles en novembre 2014? Combien de cellules individuelles? Pour combien de détenus? Avec quelles conditions de détention, avec quel degré de respect des règles pénitentiaires européennes (RPE)? Nous n'en savons rien. Peu de temps avant l'élection présidentielle, la majorité UMP, à l'Assemblée nationale, avait choisi la fuite en avant en s'engageant à porter à 80 000 le nombre de places, fin 2017 (loi du 27 mars 2012 de programmation relative à l'exécution des peines).

Ce programme sera fortement revu à la baisse, après l'élection de François HOLLANDE à la présidence de la République, mais on continuera de construire: dès l'été 2012, la nouvelle Garde des Sceaux, Mme Christiane TAUBIRA décidait de porter à 63 500 le nombre de places de prison à la fin de l'année 2017.

La position du jury, présidé par Mme Françoise TULKENS, de la conférence de consensus sur la prévention de la récidive, organisée sous l'égide du ministère de la Justice sera bien différente. Dans ses conclusions du 20 février 2013 remises au Premier Ministre, on pouvait lire ceci: «39. Le jury estime que le parc pénitentiaire ne doit pas être augmenté dans un objectif de plus grande capacité d'accueil, mais qu'il doit être qualitativement amélioré afin d'assurer de meilleures conditions de détention». C'est d'une certaine façon, la conséquence logique de cette surprenante affirmation présentée en tête du rapport du jury (résumé analytique): «[Le jury] estime qu'il dispose d'éléments fiables pour remettre en cause l'efficacité de la peine de prison en termes de prévention de la récidive»<sup>9</sup>.

La position exposée, un mois plus tôt, dans le rapport de la mission parlementaire d'information, présidée par M. Dominique RAIMBOURG, sur les «moyens de lutte contre la surpopulation des prisons» était moins «radicale»: <sup>10</sup>

«Si le programme immobilier pénitentiaire défini par la précédente majorité doit être repensé à la lumière des nouvelles orientations de la politique pénale, il n'en reste pas moins qu'une expansion maîtrisée du parc carcéral apparaît indispensable, au même titre que la rénovation, voire la fermeture, des établissements les plus vétustes. Votre Rapporteur considère en effet que la promotion de l'insertion ou de la réinsertion des personnes détenues oblige l'administration pénitentiaire à garantir des conditions de détention dignes et respectueuses des droits fondamentaux.

Il n'y a pas d'incompatibilité entre la définition d'une politique pénale rejetant le "tout carcéral" au profit, entre autre, du développement des peines en milieu ouvert et des aménagements de peine, et l'expansion mesurée du parc pénitentiaire. En effet, la réduction du déficit structurel de places de prison, l'amélioration des conditions de détention ainsi que l'application de l'ensemble des dispositions de la loi pénitentiaire passent par la mise en service de nouveaux établissements. À l'instar de M. Pierre Victor TOURNIER, directeur de recherche au CNRS et président de "DES Maintenant en Europe", votre Rapporteur y voit notamment le seul moyen de faire de l'encellulement individuel une réalité. Dans cette perspective, l'objectif consistant à porter à 63 500 le nombre de places de prison à la fin de l'année 2018, fixé par le ministère de la Justice à l'été 2012, prend tout son sens. Au total, les capacités opérationnelles auront augmenté d'un peu plus de 10 % par rapport à l'année 2012, ce qui témoigne de la volonté de la nouvelle majorité de poursuivre, en l'adaptant, l'agrandissement du parc carcéral. Ce nombre de places ne sera suffisant que si les entrées en détention baissent sensiblement et si la durée des incarcérations diminue».

Là est toute la question: cela dépendra, certes des réformes pénales<sup>11</sup> à venir, et en particulier du champ d'application de la nouvelle sanction, la contrainte pénale (appliquée dans la communauté)<sup>12</sup>, mais aussi des procédures utilisées avant jugement, de la façon de juger et d'aménager les peines privatives de liberté, mais cela dépendra aussi de l'évolution de la délinquance et de la criminalité. ■

○ ○ ○ (9) Conférence de consensus, Pour une nouvelle politique publique de prévention de la récidive, Principes d'action et méthodes, Ministère de la Justice, 20 février 2013, 38 p.

(10) RAIMBOURG D., HUYGUE S., *Penser la peine autrement: propositions pour mettre fin à la surpopulation carcérale*, Assemblée nationale, Commission des Lois, rapport d'information, n° 652, janvier 2103.

(11) Le projet loi sur la prévention de la récidive et l'individualisation des peines est actuellement en discussion au Sénat.

(12) Collectif, «Quelle nouvelle peine?» dossier publié par *Actualité Juridique. Pénal*, Dalloz mars 2013, 125-144.